Japon : le pouvoir du peuple

Partage international nº 147 – Novembre 2000

La loi par la force disparaîtra. Les politiciens deviendront les serviteurs des hommes, non leurs maîtres. » [PI, *octobre 1988]*

L'industrie nucléaire japonaise a subi une défaite historique lorsque l'un des plus importants services publics du pays a définitivement abandonné l'étude d'un contrat nucléaire en projet depuis 37 ans. Ce projet, visant à construire deux réacteurs nucléaires dans une région côtière pittoresque du centre du Japon, a été stoppé par le gouverneur de la région. *« Ce plan ne dispose ni du soutien, ni de la coopération des habitants,* a déclaré le gouverneur Masayasu Kitagawa. *Il devrait retourner sur la planche à dessin. »*

M. Kitagawa a déclaré que sa décision avait été motivée par l'inquiétude grandissante du public face à la sécurité nucléaire, suite au pire accident nucléaire subi par le pays, en septembre 1999. Une personne est décédée, et plus de 400 ont été exposées aux radiations, lors de cet accident survenu dans une usine de retraitement d'uranium.

Au Japon, l'opinion publique s'est montrée de plus en plus hostile envers le pouvoir nucléaire, au cours des dernières années, à la suite d'une série d'accidents dramatiques et de dissimulations. Comme signe du changement de l'opinion publique, des militants anti-nucléaires ont été élus maires dans certaines villes, et la communauté de Maki, au nord du Japon, a rejeté le projet d'une centrale nucléaire, lors d'un référendum, en 1996.

Les militants antinucléaires ont fait l'éloge de la récente décision du gouverneur. Ainsi que l'a affirmé l'un des habitants vivant près du site envisagé : *« Après cette décision, il ne sera plus possible de construire des centrales nucléaires contre le vœu des habitants concernés, à n'importe quel endroit du Japon. »*

Japon
Sources : The Guardian, G.-B.
Thématiques : environnement, politique
Rubrique : Faits et prévisions